

Concours du CAPES/CAFEP EXTERNE D'HISTOIRE et GÉOGRAPHIE 2019

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE HISTOIRE

Sujet :

**Enseigner « Affirmation et mise en œuvre du projet européen »
en classe de troisième**

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme d'histoire du cycle 4, classe de troisième, B.O. spécial n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire-géographie-EMC, classe de troisième, Martin Ivernel, Benjamin Villemagne (dir.), Paris, Hatier, 2016, p. 156-157.
- **Document C** : Manuel d'histoire-géographie, classe de troisième, Cristhine Lécureux, Alain Prost (dir.), Paris, Hachette éducation, 2016, p. 108-109.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Etienne François, Thomas Serrier (dir.), *Europa notre Histoire*, Paris, Les Arènes, 2017, p. 12-14.
- **Document E** : Collectif de plus de 120 intellectuels (dont Thomas Piketty) et responsables politiques de 16 pays, Tribune « *Le manifeste pour la démocratisation de l'Europe* », *LeMonde.fr*, 9 décembre 2018. [En ligne]

Document A : Extraits du programme d'histoire du cycle 4, classe de troisième, B.O. spécial n° 11 du 26 novembre 2015, et de la fiche Eduscol.

<u>Extraits du programme</u>	
Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
<p>Thème 2 Le monde depuis 1945</p> <ul style="list-style-type: none">- Indépendances et construction de nouveaux Etats.- Un monde bipolaire au temps de la guerre froide.- Affirmation et mise en œuvre du projet européen.	<ul style="list-style-type: none">- L'effondrement rapide des empires coloniaux est un fait majeur du second XXe siècle. [...]- La guerre froide, l'autre fait majeur de la période, s'inscrit dans une confrontation Est-Ouest qui crée des modèles antagonistes et engendre des crises aux enjeux locaux et mondiaux. Etats-Unis et URSS se livrent une guerre idéologique et culturelle, une guerre d'opinion et d'information pour affirmer leur puissance. Les logiques bipolaires du monde sont remises en cause par l'indépendance de nouveaux Etats et l'émergence du Tiers Monde.- Dans ce contexte, les étapes et enjeux de la construction européenne sont à situer dans leur contexte international et à aborder à partir de réalisations concrètes.

<u>Extraits de la fiche Eduscol</u>
<p>Pourquoi enseigner le thème « le monde depuis 1945 » en classe de troisième ?</p> <p>L'intitulé du thème est ambitieux : il s'agit d'offrir aux élèves une première approche globale du monde depuis 1945 par le biais des relations internationales. Il n'est pas borné chronologiquement et les conduit donc jusqu'à une compréhension du monde actuel. [...]</p> <p>Problématique : quelles puissances pour quels conflits dans le monde après 1945 ?</p> <p>On cherchera de manière prioritaire à faire comprendre à l'élève :</p> <ul style="list-style-type: none">- que la hiérarchie des puissances a évolué au cours des soixante-dix dernières années ;- que la construction d'un espace de paix et de sécurité est une œuvre longue et complexe dans un monde marqué par des conflits enracinés. <p>Ce thème permet de travailler différentes compétences, notamment : « se repérer dans l'espace » et « raisonner et justifier une démarche et les choix effectués ». Via les cartes du monde, de 1945 à nos jours, et la multiplication des acteurs (étatiques et non étatiques), ce thème impose à l'élève de savoir se situer dans un monde à la géopolitique complexe. Par ailleurs, confronté à divers discours idéologiques, il doit savoir les comprendre et les analyser, tout en développant un esprit critique. Enfin, le pivot chronologique de ce thème étant l'année 1989, la compétence « se repérer dans le temps, construire des repères historiques » est développée par la saisie d'une rupture historique et de ses limites.</p> <p>Comment mettre en œuvre le thème en classe ? [...]</p> <p>On peut aussi partir de la guerre froide pour aborder les débuts de la construction européenne, de la CECA au traité de Rome. On insistera sur les enjeux internationaux de la réconciliation franco-allemande et sur la manière dont les enjeux économiques et géopolitiques s'articulent.</p>

Document D : Etienne François, Thomas Serrier (dir.), *Europa notre Histoire*, Paris, Les Arènes, 2017, p. 12-14.

Au XXI^e siècle, au-delà de sa partielle union politique depuis le milieu du siècle précédent, l'Europe est devenue à la fois une réalité tangible et une représentation fantasmée, une entité insaisissable et l'objet de controverses enflammées.

Penser notre histoire aujourd'hui, c'est la penser avec l'Europe, dans la durée et ensemble. *Dans la durée* car si les interrogations du présent et les conflits de l'histoire récente dominent nos mémoires, au point de les obscurcir, l'héritage européen, lui, vient de très loin, d'Homère et d'Athènes, de Jérusalem et de Rome. Et *ensemble*, parce que les débats qui ont agité les sociétés européennes autour du nazisme et du stalinisme, de la Shoah et du Goulag, révèlent la prégnance d'espaces façonnés par le temps des empires européens, par la guerre froide, par les sécessions Est-Ouest et Nord-Sud. Cette géographie des mémoires et ses clivages, nous avons voulu les dépasser pour envisager la tectonique dans son ensemble.

Notre enquête est d'une ampleur inédite, ouverte au grand large. Avec Pierre Monnet (Paris/ Francfort-sur-le-Main), Akiyoshi Nishiyama (Tokyo), Valérie Rosoux (Louvain), Olaf B. Rader (Berlin) et Jakob Vogel (Paris) qui ont, dans un échange permanent, pris en charge l'édition des trois parties qui composent ce livre, nous avons réuni une centaine de contributeurs – cent neuf très exactement –, originaires de toute l'Europe et du monde entier [...].

Cette polyphonie est celle de nos convictions, persuadés que nous sommes, avec Paul Ricoeur, qu'un « travail de mémoire » n'est rien d'autre qu'un « travail des mémoires ». Démêler l'écheveau des histoires imbriquées et des identités proclamées n'est possible qu'en multipliant les regards, en reconnaissant à la mémoire du voisin une même importance et dignité qu'à la sienne, bref, en rendant nos mémoires « partageables » comme le dit joliment Luisa Passerini. « Cessons, si vous le voulez bien, de causer éternellement d'histoire nationale à histoire nationale, sans nous comprendre », réclamait déjà Marc Bloch dans son plaidoyer « Pour une histoire comparée des sociétés européennes » de 1928. [...]

Europa. Notre histoire, et non pas « Europe. Une histoire » ou, plus classiquement encore, « Histoire de l'Europe », pour signaler d'emblée, par l'usage du latin et l'appel à un imaginaire plus large, tout ce qui distingue notre enquête d'une histoire des relations internationales, d'une histoire comparée des sociétés européennes ou d'une histoire de la civilisation européenne, dont on sait qu'elle appelle toujours un récit linéaire et repose sur l'illusion d'une unité préétablie : *une histoire, un héritage, une mémoire européenne* au singulier.

En disant « notre histoire », nous ne postulons aucune communauté imaginaire – ce serait un paradoxe. Nous sommes partis d'une question directrice simple, déclinée ensuite en une série de questions annexes : les mémoires européennes sont-elles davantage que la somme des mémoires nationales ? Peut-on parler d'une mémoire européenne au singulier, ou faut-il lui réservier le pluriel ? L'Europe, enfin, possède-t-elle, comme les nations qui la composent, ces « unités significatives, d'ordre matériel ou idéal, dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté », que Pierre Nora a, le premier, qualifiées de « lieux de mémoire » ?

Document E : Collectif de plus de 120 intellectuels (dont Thomas Piketty) et responsables politiques de 16 pays, Tribune « *Le manifeste pour la démocratisation de l'Europe* », *LeMonde.fr*, 9 décembre 2018. [En ligne]

Nous, citoyens européens venus d'horizons et de pays différents, lançons aujourd'hui un appel pour transformer profondément les institutions et les politiques européennes. Ce manifeste contient des propositions concrètes, en particulier un projet de démocratisation et un projet de budget, qui peuvent être adoptées et appliquées en l'état par les pays qui le souhaitent, sans qu'aucun pays puisse bloquer ceux qui souhaitent avancer. Notre démarche se veut participative et elle est ouverte à tous les citoyens qui s'y reconnaissent. Notre projet, disponible en ligne, peut être repris et amélioré par tous les mouvements politiques.

Après le Brexit et l'élection de gouvernements anti-européens à la tête de plusieurs pays membres, il n'est plus possible de continuer comme avant. Il n'est plus possible de se contenter d'attendre les prochaines sorties, les prochains démantèlements, sans rien changer de fondamental à l'Europe actuelle. Les urgences proprement européennes ne manquent pas au terme d'une décennie de crise.

Notre continent se retrouve aujourd'hui pris en tenaille entre d'un côté des mouvements politiques dont le seul dessein est la chasse aux étrangers et aux réfugiés, un programme qu'ils ont maintenant commencé à appliquer, et de l'autre des partis qui se disent européens, mais qui au fond continuent de s'imaginer que le libéralisme pur et dur et la mise en concurrence généralisée de tous (Etats, entreprises, territoires, individus) suffisent à définir un projet politique, sans réaliser que c'est précisément le manque d'ambition sociale qui nourrit le sentiment d'abandon.

Certains mouvements sociaux et politiques tentent de briser ce dialogue mortifère en tentant la voie d'une refondation politique, sociale et environnementale de l'Europe.

Car les urgences proprement européennes ne manquent pas au terme d'une décennie de crise : sous-investissement public structurel, notamment dans le domaine de la formation et de la recherche, montée des inégalités sociales, accélération du réchauffement climatique, crise de l'accueil des migrants et des réfugiés.

Mais ces mouvements peinent souvent à formuler un projet alternatif concret, c'est-à-dire à décrire précisément comment ils souhaiteraient organiser l'Europe de l'avenir et la prise de décision démocratique en son sein.

Une puissance publique européenne.

Nous, citoyens européens, mettons sur la place publique avec ce manifeste, ce traité et ce budget des propositions précises. Elles sont imparfaites mais ont le mérite d'exister : chacun pourra s'en saisir pour les améliorer.

Elles reposent sur une conviction simple : l'Europe doit bâtir pour ses citoyens un modèle original de développement social, équitable et durable, et elle ne pourra les en convaincre qu'en sortant des promesses vagues et théoriques.

L'Europe ne se réconciliera avec ses citoyens que si elle apporte la preuve concrète qu'elle est capable d'établir une solidarité entre Européens et de faire contribuer, de manière équitable, les gagnants de la mondialisation au financement des biens publics dont l'Europe a aujourd'hui cruellement besoin : c'est-à-dire de faire contribuer les grandes sociétés davantage que les petites et moyennes entreprises et les contribuables les plus riches davantage que les plus modestes, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.